

ANNEXE 1

ACCORD- CADRE 25-14-SILDD RELATIF AU MARCHÉ DE FOURNITURES DE MOBILIER, ÉQUIPEMENTS TECHNIQUES ET SERVICES DE TRAITEUR

Annexe 1 RGPD encadrant le traitement des données à caractère personnel



TABLE DES MATIERES

1	Objet.....	3
2	DESCRIPTION DU TRAITEMENT FAISANT L'OBJET DE LA SOUS-TRAITANCE.....	4
3	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	4
3.1	Respect des instructions et finalités - Confidentialité	4
3.2	Sous-traitance des activités de traitement	5
3.3	Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement	6
3.4	Exercice des droits des personnes.....	7
3.5	Notification des violations de données à caractère personnel	7
3.6	Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le Responsable de traitement de ses obligations. 8	
3.7	Mesures de sécurité.....	8
3.8	Sort des données.....	8
3.9	Délégué à la protection des données	8
3.10	Registre des catégories d'activités de traitement.....	8
3.11	Documentation	9
4	OBLIGATIONS DE L'AMUE VIS-À-VIS DU TITULAIRE.....	9
	LISTE DES ANNEXES.....	10

1 OBJET

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire effectue pour le compte de l'Amue les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après. Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (« le règlement européen sur la protection des données »).

Il est convenu ce qui suit :

DEFINITIONS

Par application du règlement susvisé et notamment de l'article 4 « définitions », les termes suivants sont ainsi délimités :

- RESPONSABLE DE TRAITEMENT

Au sens du règlement susvisé, le responsable d'un traitement de données à caractère personnel est, sauf désignation expresse par les dispositions législatives ou réglementaires relatives à ce traitement, la personne, l'autorité publique, le service ou l'organisme qui détermine ses finalités et ses moyens.

Pour l'exécution de l'accord-cadre, le Responsable de traitement est l'Amue dans le cas d'un bon de commande passé pour ses besoins propres

- SOUS-TRAITANT

Au sens du règlement susvisé, le sous-traitant est la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou l'organisme « *qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement* ».

Dans le présent accord-cadre, le sous-traitant, est le titulaire du marché.

En cas de sous-traitance au sens du droit de la commande publique (loi n°751334 du 31 décembre 1975) le sous-traitant du titulaire du marché se conforme à l'article 28-2 du RGPD lorsqu'il est chargé de traitement de données à caractère personnel.

Le présent document a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du Responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties sont tenues et s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le Règlement Général sur la Protection des Données » ou « RGPD »).

2 DESCRIPTION DU TRAITEMENT FAISANT L'OBJET DE LA SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du Responsable de traitement, et pour la durée du présent accord-cadre, les données à caractère personnel nécessaires à la gestion, à l'organisation et à la réalisation des prestations de fourniture de mobilier, d'équipements techniques et de services de traiteur. Il s'agit en détail :

- De la gestion et du suivi des commandes, incluant la préparation logistique, la livraison, l'installation et la mise en service du mobilier et des équipements techniques ;
- De l'organisation des prestations de traiteur, notamment la planification des services, la coordination opérationnelle et la gestion des besoins alimentaires spécifiques ;
- De la planification et de la coordination des interventions avec les équipes du Responsable de traitement (installation, démontage, reprise de matériel, réglages techniques) ;
- Du support technique et logistique lié aux équipements fournis, ainsi que du suivi des éventuelles maintenances ou interventions correctives.

Ces prestations font l'objet d'une « fiche de traitement » reportée à l'annexe 2.1, annexe décrivant les données à caractère personnel que le Sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du Responsable de traitement, ainsi que les données dites relationnelles indispensables à l'organisation des activités entre les deux Parties et collectées par celles-ci à des fins de communication entre les équipes.

La fiche intitulée « Prestations nécessaires à la fourniture de mobilier, d'équipements techniques et de services de traiteur » permet d'identifier :

- La nature des opérations réalisées sur les données ;
- La ou les finalité(s) du traitement ;
- Les données à caractère personnel traitées ;
- Les catégories de personnes concernées.

3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

3.1 Respect des instructions et finalités - Confidentialité :

S'agissant de bien concevoir, paramétrer et administrer fonctionnellement le traitement référencé A22-100 620 24, de former les agents de l'Amue à la plateforme d'assistance, les **instructions documentées** de l'Amue à l'endroit du Titulaire et que ce dernier s'engage à respecter sont les suivantes :

1. prendre en compte les principes de protection de données dès la conception et de protection des données par défaut et ainsi respecter notamment l'ensemble des points de contrôle et mesures listés au référentiel annexé (Cf. annexe 2.2 – PRIVACY BY DESIGN)
2. traiter les données uniquement pour les seules finalités décrites sur la fiche de traitement référencé A22-100 520 24 et qui font l'objet de la sous-traitance, conformément au présent document et à ses annexes.
3. traiter les données conformément aux **instructions documentées** du Responsable de traitement figurant en annexe du présent document.

Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du Règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, **il en informe** immédiatement le Responsable de traitement.

En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays

tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le Responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.
5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel,
 - Le Sous-traitant, s'engage à ne traiter les données à caractère personnel des agents de l'Amue et des bénéficiaires de l'accord-cadre que dans la mesure où cela est strictement nécessaire à la réalisation des Prestations décrites à l'accord-cadre, et s'engage à ce titre à respecter les dispositions légales applicables en la matière, et notamment mettre en œuvre toutes les mesures techniques et d'organisation appropriées pour assurer la protection des données à caractère personnel contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisés ainsi que contre toute autre forme de traitement illicite.

3.2 Sous-traitance des activités de sous-traitance (sous-traitance ultérieure)

Le Titulaire peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement **de données à caractère personnel**. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'Amue de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants.

Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public. Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-4 du Code de la commande publique vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'Amue n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'Amue, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 (joint au présent DCE) ou équivalent.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent document pour le compte et selon les instructions de l'Amue.

Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du Règlement Général sur la Protection des Données.

Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'Amue de l'exécution par le ou les sous-traitant(s) de ses obligations.

3.3 Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

L'Amue collecte et transmet au Titulaire les données strictement nécessaires à la réalisation des traitements et en informe les personnes concernées. Le Titulaire, doit fournir à l'Amue, pour communication aux personnes concernées, une fiche descriptive relative aux traitements de données qu'il réalise pour le compte de l'Amue dans le cadre du présent marché comportant au moins les éléments suivants (analogue à la fiche A22.1-100 520 24 établie côté Amue) :

1. les finalités du traitement, l'objectif en vue duquel ont été collectées les données ;
2. les catégories de données personnelles ;
3. les catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, y compris les sous-traitants auxquels recourt le Titulaire le cas échéant ;
4. la déclaration d'absence de transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale ;
5. les délais prévus pour l'effacement des différentes catégories de données, c'est-à-dire la durée de conservation, ou à défaut les critères permettant de la déterminer ;
6. une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre par le Titulaire.

3.4 Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le Sous-traitant doit aider le Responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement et droit à la portabilité des données, dans le cadre des traitements nécessaires à la gestion des prestations de fourniture de mobilier, d'équipements techniques et de services de traiteur.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à dpo@amue.fr.

3.5 Notification des violations de données à caractère personnel

Le Titulaire notifie à l'Amue toute brèche de sécurité dans les meilleurs délais après en avoir eu connaissance en adressant un email avec accusé de réception à : dpo@amue.fr , en mettant en copie DAG.SAJ@amue.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'Amue, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et

les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;

- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données (DPO) ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises par le Sous-traitant pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

S'il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

3.6 Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le Responsable de traitement de ses obligations

Le Titulaire aide l'Amue pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données à caractère personnel, pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle, et plus généralement pour toutes opérations rendues nécessaires par la réglementation applicable.

3.7 Mesures de sécurité

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour garantir la confidentialité et l'intégrité des données. Les mesures de sécurité ainsi que la procédure visant à tester, analyser, évaluer l'efficacité des mesures de sécurité sont détaillées dans l'offre du Titulaire.

3.8 Sort des données

Au terme du marché, le Titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'Amue sauf instruction différente reçue de l'Amue. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

3.9 Délégué à la protection des données

Le délégué à la protection des données désigné par le sous-traitant conformément à l'article 37 du Règlement général sur la protection des données est désigné dans l'offre du Titulaire.

3.10 Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du Responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre le cas échéant la réalisation d'audits,

y compris des inspections, par le Responsable de traitement ou un autre auditeur que cette dernière a mandaté, et contribuer à ces audits.

4 OBLIGATIONS DE L'AMUE VIS-À-VIS DU TITULAIRE

L'Amue s'engage à :

- fournir au sous-traitant les données visées à l'article 2 du présent Document ;
- documenter par écrit toute instruction, autre que celles inscrites à l'article 3.1 du présent document concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le Règlement général sur la protection des données de la part du sous-traitant ;
- superviser le traitement, y compris réaliser au besoin des audits et des inspections auprès du sous-traitant ou exiger la participation du DPO de l'Amue aux divers ateliers de conception, de paramétrage ou de formation en vue de s'assurer de la bonne prise en compte des points dits de contrôle Privacy by Design.

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 2.1 – FICHES DE TRAITEMENT INSEREE DANS LE REGISTRE DE L'AMUE

ANNEXE 2.2 – POINTS DE CONTRÔLE PRIVACY BY DESIGN A OBSERVER PAR LE TITULAIRE

ANNEXE 2.1

Activité A22.1-100 620 24 – Prestations nécessaires à la fourniture, à l'installation et à la mise en service du mobilier et des équipements techniques, ainsi qu'à l'organisation et à la réalisation des services de traiteur

REGISTRE DES TRAITEMENTS MIS EN ŒUVRE PAR L'AMUE	
Activité référencée : A22.1-100 620 24 – Prestations nécessaires la fourniture, à l'installation et à la mise en service du mobilier et des équipements techniques, ainsi qu'à l'organisation et à la réalisation des services de traiteur	
Responsable du traitement de données à caractère personnel	Agence de Mutualisation des Universités et Établissements (Amue) – Représentant légal : Simon LARGER
Coordonnées	25, rue de Tolbiac, 75013 Paris Tél. : 01 44 32 90 00 http://amue.fr
Coordonnées du délégué à la protection des données (DPO)	Aurélie GARDE Bâtiment Oz'One, 181 Pl. Ernest Granier, 34000 Montpellier, dpo@amue.fr Tél. : 04 99 77 30 19
Responsable Logistique Amue	Matthieu Malon 25, rue de Tolbiac, 75013 Paris Matthieu.Malon@amue.fr Tél. : 04 99 77 30 16
Finalités du traitement – Finalité principale	Gestion/organisation de la fourniture, à l'installation et à la mise en service du mobilier et des équipements techniques, ainsi qu'à l'organisation et à la réalisation des services de traiteur
Finalité 1	De la gestion et du suivi des commandes, incluant la préparation logistique, la livraison, l'installation et la mise en service du mobilier et des équipements techniques
Finalité 2	De l'organisation des prestations de traiteur, notamment la planification des services, la coordination opérationnelle et la gestion des besoins alimentaires spécifiques
Finalité 3	De la planification et de la coordination des interventions avec les équipes du Responsable de traitement (installation, démontage, reprise de matériel, réglages techniques)
Finalité 4	Du support technique et logistique lié aux équipements fournis, ainsi que du suivi des éventuelles maintenances ou interventions correctives.
Base juridique du traitement	Accord cadre n°23-42-DSSE-SAEM + Convention Amue/CINES + Conventions établissements utilisateurs + Tableaux de conservation des archives des établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Catégories de personnes concernées	<p>Pour les finalités 1 à 4 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Agents de l'Amue (Responsable archivage, consultants techniques), • Agents du Titulaire de l'accord cadre n°25-14-SILDD affectés à la réalisation des prestations prévues.
Catégories de données traitées	<p>Pour les finalités 1 à 4 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identité (nom, prénom), coordonnées professionnelles (adresse électronique), lieu d'exécution, fonction ou titre.
Catégories de destinataires des données	<p>Pour les finalités 1 à 4 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sont destinataires de tout ou partie des données : <ul style="list-style-type: none"> ○ Equipes du SILDD interne Amue et celle mise en place par le Titulaire de l'accord cadre n°25-14-SILDD ; ○ Leurs hiérarchies respectives (contrôle et suivi, pilotage).
Clauses de sous-traitance concernant les DCP collectées en établissement pour des finalités autres que les finalités consignées dans la présente fiche	Consultables dans les Conventions bipartites Amue-Adhérents relatives à l'usage, le déploiement et le Service lié aux différents produits de l'offre.

Clauses de sous-traitance ultérieure	<p>Les clauses de sous-traitance relatives à la logistique de stockage, de préparation et de transport du mobilier et des équipements techniques figurent dans les conventions conclues avec les prestataires chargés de l'entreposage et de la livraison.</p> <p>Les clauses de sous-traitance relatives à l'installation, au montage, au paramétrage technique éventuel et au support opérationnel des équipements apparaissent en annexe de l'accord-cadre n° 25-14-SILDD.</p> <p>Les clauses de sous-traitance relatives aux prestations complémentaires assurées par des prestataires externes, notamment en matière de services de traiteur, de maintenance ou de support logistique, sont consultables dans les marchés publics contractés avec ces derniers.</p>
Transferts de données vers un pays tiers à l'Union européenne ou vers une organisation internationale	Aucun transfert de données hors de l'Union européenne n'est réalisé
Prise de décision automatisée	Le traitement ne prévoit pas de prise de décision automatisée .
Mesures de sécurité techniques / organisationnelles (description générale) relatives aux finalités de 1 à 3	Sécurisation adaptée des communications électroniques (courriels et visio-conférences) entre équipes projet Amue-Titulaire accord cadre n°25-14-SILDD
Droits des personnes concernées	<p>Opposition, accès, rectification, effacement (droit à l'oubli), limitation : cf. https://www.cnil.fr/fr/comprendre-vos-droits</p> <p>Pour exercer ses droits : contacter le délégué à la protection des données de l'Amue : dpo@amue.fr</p>
Droit d'introduire une réclamation (plainte) auprès de la CNIL	<ul style="list-style-type: none"> - Pour contacter la CNIL : https://www.cnil.fr/fr/vous-souhaitez-contacter-la-cnil - Pour adresser une réclamation (plainte) à la CNIL : https://www.cnil.fr/fr/plaintes

ANNEXE 2.2

13 points de contrôle « Privacy by design » pour sécuriser et protéger nos données personnelles

Proposées par le DPO de l'Amue (F. Gourdet) dès 2016 puis en 2018 à l'occasion de la réactualisation du label « Gouvernance RGPD » de l'organisme, ces mesures ont été agréées par la CNIL.

- 1. Finalité : finalité déterminée, explicite et légitime**
 - a. Connaître ou déterminer et énoncer les finalités du traitement de manière détaillée et compréhensible par les personnes dont les données vont être traitées
 - b. Ne pas aller au-delà des finalités déclarées, et effectuer une nouvelle analyse complète pour tout souhait d'ajout de nouvelle finalité
 - c. Ne permettre de recueillir des données que pour un usage précis et bien défini (éviter par exemple les zones de commentaires libres)
 - d. Ne pas aller à l'encontre de la loi, ni des droits ou des libertés fondamentales des personnes
- 2. Minimisation : réduction des données à celles strictement nécessaires**
 - a. Décrire les données traitées en précisant l'origine de la collecte, les catégories de personnes concernées et les destinataires
 - b. Veiller à ce que les données à collecter soient pertinentes, adéquates et non excessives c'est-à-dire strictement nécessaires à la finalité déclarée
 - c. Permettre le stockage d'informations personnelles uniquement si elles sont pertinentes et en relation avec la finalité déclarée du traitement
 - d. Ne pas procéder à des traitements d'information qui, du fait de leur nature, de leur portée ou de leurs finalités, excluent des personnes du bénéfice d'un droit, d'une prestation ou d'un contrat en l'absence de toute disposition législative ou réglementaire
 - e. Éviter de traiter le numéro de sécurité sociale sauf après visa du DPO dans les cas autorisés
 - f. Éviter de traiter des informations relatives à des infractions, condamnations, mesures de sûreté, biométriques ou subjectives, ou des données sensibles qu'il est interdit de collecter sauf autorisation de la CNIL nécessitant des démarches à anticiper plusieurs mois à l'avance
- 3. Durées de conservation : durée nécessaire à l'accomplissement des finalités, à défaut d'une autre obligation légale imposant une conservation plus longue**
 - a. Déterminer les durées de conservation par défaut. Ces durées seront consignées dans un document de référence mis à disposition des équipes de conception
 - b. Implémenter un mécanisme permettant de basculer les données à caractère personnel (DCP) de leur base ou archive active à leur archive intermédiaire
 - c. Prévoir la possibilité d'appliquer les restrictions d'accès ou d'habilitation qui s'imposeront, ainsi que la possibilité de transférer ces archives intermédiaires aux personnes/services chargés de leur destruction ou de leur archivage définitif
 - d. Paramétrer les durées afin d'anticiper transitions et évolutions réglementaires/légales
- 4. Information : respect du droit à l'information des personnes concernées**
 - a. Paramétrer l'affichage de mention d'information afin de permettre à l'exploitant de l'outil conçu de fournir un lien Internet vers sa propre mention d'information ou de personnaliser l'affichage d'une mention type en renseignant les éléments paramétrés
- 5. Consentement : obtention du consentement des personnes concernées ou existence d'un autre fondement légal justifiant le traitement**
 - a. Déterminer lesquels des traitements et des DCP à traiter exigent un consentement des personnes concernées en mode opt-in et/ou opt-out
 - b. Prévoir en conséquence du point précédent des mécanismes de recueil de consentement : case à cocher (opt-in) ou à décocher (opt-out), par exemple
- 6. Droit d'opposition et autres droits entrant dans le cadre des articles 12 à 23 du RGPD : effacement (droit à l'oubli), limitation du traitement, portabilité et gestion post mortem...**
 - a. Prévoir des mécanismes de suppression des DCP relatives à un traitement donné et à une personne concernée et/ou prévoir des indicateurs/ marques/ témoins permettant d'exclure une personne donnée d'un traitement
 - b. Prévoir tout mécanisme facilitant l'exercice des droits d'opposition, effacement (droit à l'oubli), limitation du traitement, portabilité, gestion post mortem, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage)

7. **Droit d'accès : respect du droit des personnes concernées d'accéder à leurs données**
 - a. *Prévoir une fonctionnalité d'extraction de l'ensemble des DCP d'une personne donnée*
 - b. *Prévoir les mécanismes facilitant l'exercice du droit d'accès pour les scénarios moins larges*
8. **Droit de rectification : respect du droit des personnes concernées de corriger leurs données et de les effacer**
 - a. *Permettre la rectification - si justifiée - des données personnelles collectées*
9. **Formalités : définition et accomplissement des formalités applicables au traitement**
 - a. *Effectuer l'analyse du régime juridique et des formalités applicables au traitement en fonction de ses finalités et des catégories de données traitées avec l'aide du DPO, en amont du déploiement du traitement dans les établissements*
10. **En cas de sous-traitance**
 - a. *Coopérer à l'adaptation des clauses contractuelles aux prestations de sous-traitance*
 - b. *Pour les besoins de bases de formation ou de tests de performance sur données issues des établissements, éviter les « convention de confidentialité » entre l'Amue, le sous-traitant et les établissements autorisant le sous-traitant à récupérer les données des bases de production. Au besoin, le sous-traitant devra fournir aux établissements souhaitant coopérer à la réalisation des tests de masse ou à la constitution de bases de formation, un outil d'anonymisation adapté pouvant être appliqué en toute autonomie par les établissements eux-mêmes sur leurs propres données avant de les transmettre au sous-traitant via l'Amue sous forme déjà « anonymisée »*
 - c. *Les mécanismes d'anonymisation proposés par le sous-traitant devront être suffisamment explicités pour faciliter l'évaluation préalable de leur efficience par les établissements*
 - d. *Les mises à jour des bases de formation ou de tests seront à réaliser par ré-applications successives de l'outil d'anonymisation sur de nouvelles données réelles i.e. de production*
 - e. *Le sous-traitant prévoira lorsque nécessaire la mise à jour de l'outil d'anonymisation lui-même en cas de changement de structure, ou en cas de tout autre possible impact de versions évolutives du produit de l'offre SI Amue sur cet outil*
 - f. *Respecter le principe de protection by design/default à toutes les étapes du cycle de vie du produit de l'offre SI Amue*
11. **Renseignement fiche traitement**
 - a. *Dans le cadre de prestations de tierce maintenance applicative ou d'intégration, renseigner la fiche de traitement type de l'application maintenue et/ou intégrée (cf. modèle CNIL), fiche devant être adaptée par les DPO des établissements exploitants ladite application*
12. **Sécurité**
 - a. *Fournir aux établissements exploitant l'offre SI Amue les informations et moyens (liés aux logiciels) permettant aux établissements de prendre des mesures adéquates en fonction des risques afin de garantir l'intégrité, la disponibilité et la confidentialité des DCP*
13. **Etude d'impact sur la vie privée (EIVP/PIA)**
 - a. *En présence de données sensibles ou en raison d'autres critères indiqués par le règlement, fournir aux établissements exploitant l'offre SI Amue les informations et moyens (liés aux logiciels) de mener le volet « gestion des risques » de l'étude d'impact sur la vie privée*